



Perspectives

AGIR EN TOURAINE CONTRE LES EXCLUSIONS • DEPUIS 1948

ENTRAIDE ET SOLIDARITÉS • 46 avenue Gustave-Eiffel • 37100 TOURS • infos@entraide-et-solidarites.fr • N°320 / Octobre 2022

DOSSIER PAGE 4

Sans formation, pas de salut !



MOBILISATION

pour la revalorisation
des métiers
du social

Page 3

ILLETTRISME :

de nouvelles
difficultés
de financement

Page 3

FABIENNE FORVILLE,

nouvelle directrice
de l'Hébergement

Page 12

PARTENAIRE :

ID37, au-devant
des jeunes
en rupture

Page 15

La fin de l'abondance ?

Pourquoi pas ?

On voit trop où les excès de nos sociétés nous mènent, et il est plus que temps d'essayer d'y remédier. S'il s'agissait de la fin des gaspillages, de nourriture (l'équivalent de 136 kg par personne sont jetés chaque année), de ressources naturelles (air, eau, énergies...), ce serait une bonne chose pour tous.

Mais fin de l'abondance pour qui ?

Cette parole du Président de la République amène évidemment à réagir, même si elle a été sortie de son contexte.

Apparemment, elle ne devrait pas trop toucher les plus grosses fortunes dont beaucoup profitent à plein de la crise (luxes, yachts, jets privés, armement, transport maritime, pétroliers, gaziers...), au détriment, bien sûr de tous ceux qui, par là-même, se retrouvent marginalisés et appauvris par le délitement du lien social. Car, bien évidemment, l'abondance est un mot qui ne fait pas partie du vocabulaire des personnes que la misère, les accidents de la vie, les guerres, les migrations jettent dans la précarité, et que nous, ainsi que d'autres associations, accompagnons. Où est l'abondance pour qui n'a pas de toit, pas de travail, pas de formation ou de savoirs minimum pour en trouver ?

Le projet de loi de finances 2023 prévoirait des baisses budgétaires sur les politiques publiques en direction des plus démunis. Est-ce aussi la fin d'une (très) relative abondance des crédits ? Que vont devenir alors nombre de nos projets ? Notamment la baisse du nombre de places d'hébergement d'urgence à Tours sera-t-elle confirmée ? Est-ce sur les plus démunis qu'il faut faire porter, une fois encore, le poids d'une fin d'abondance qu'ils n'ont jamais connue ? « Le test du progrès n'est pas de savoir si nous ajoutons plus à l'abondance de ceux qui ont beaucoup, mais si nous en fournissons suffisamment pour ceux qui ont peu » (Franklin Roosevelt).

Quelle abondance voulons-nous ?

Une société où ce qui prime n'est plus l'abondance de biens de consommation futiles, de mauvaise qualité, consommateurs de ressources et générateurs de gaspillages, mais l'abondance de solidarité, de dignité, de lien social pour que chacun-chacune ait de quoi s'abriter, se nourrir et vivre de son travail.

François Ferrisse
Président d'Entraide & Solidarités

Un effort mondial et solidaire du « Développement humain »

Savez-vous qu'il existe dans le programme des Nations Unies (PNUD) un indice du « Développement humain » ? Il prend en compte l'espérance de vie, l'éducation, le niveau de vie. Or, ce rapport, pour la première fois depuis sa création il y a plus de vingt ans, a reculé en 2020 et en 2021.

« Avec ces trois paramètres, vous pouvez avoir une idée de pourquoi les gens commencent à être désespérés, frustrés, inquiets pour l'avenir... les gens ont perdu confiance... Nos voisins deviennent parfois la principale menace, que ce soit au niveau local ou entre les Nations. Et cela nous paralyse... Nous avons vécu des catastrophes, nous avons eu des conflits avant, mais ce à quoi nous sommes confrontés aujourd'hui est un recul majeur pour le développement de l'Humanité » (Achim Steiner) (1).

Les nouvelles brèves du Conseil d'administration de notre association, jeudi 8 septembre, montrent bien que les attentes pour les mois qui viennent doivent se traduire par des réflexions, des engagements et des actions.

Parmi celles-ci, l'illettrisme, indispensable outil d'insertion, parfait exemple de formation. Les responsables et le personnel de ce service ont décrit un peu plus loin le fonctionnement et le climat de ce travail.

De toute façon, il faut le dire : toute la vie, tout l'engagement d'Entraide & Solidarités doivent être orientés vers l'épanouissement de tous ceux et celles qu'elle accueille, qu'elle loge, qu'elle aide à partager le Développement humain dont je parle au début de mon propos.

Le Père Pineau l'a résumé au soir de son dernier Conseil d'administration du 13 février 1994 : « Il s'agit de rejoindre sans cesse, à travers le complexe humain et les conditions de vie des uns et des autres, la réalité fondamentale et toute simple, tout à la fois reconnue et trahie par la plupart d'entre nous, à savoir : l'Homme et sa dignité... C'est une action d'ensemble, à partir d'une vision globale, de tous les aspects sociaux, culturels et politiques du Monde. C'est une action au service du projet collectif de l'Humanité : humaniser la vie, faire une civilisation de solidarité mondiale. Elle est le développement humain en mouvement engagé sur toute l'étendue de la Terre pour une avancée humaine jamais achevée » (2).

Libres propos de Jean Paillou

Perspectives

4 numéros par an • ISSN-L 0981-6178

Rédaction & administration :

46 avenue Gustave-Eiffel, 37100 TOURS

Tél. : 02 47 31 87 00 - Fax : 02 47 61 14 16

Directeur de la publication :

François Ferrisse

Comité de rédaction : Jean-Paul Mercier,

Jean Paillou, Pierre Trinson

Mise en page & image :

Studio Kakao

Impression :

Les presses de Touraine,

Tours

Gestion des abonnements :

Alexandra Cailbeaux

info@entraide-et-solidarites.fr

www.entraide-et-solidarites.fr

 entraideetsolidarites

Je fais un don à Entraide et Solidarités

- Je soutiens Entraide et Solidarités dans son action. J'envoie un chèque à l'ordre de Entraide et Solidarités (une partie de votre don sera déductible de vos impôts)
- Si vous souhaitez soutenir une action particulière, merci de l'indiquer. Dans tous les cas, un reçu fiscal vous sera envoyé en fin d'année.

J'ADHÈRE À ENTRAIDE ET SOLIDARITÉS

Je (nom, prénom) :

Adresse :

CP : Ville :

Téléphone : e-mail :

J'envoie un chèque de 20 euros (5 euros si je ne suis pas imposable), pour un an, qui comprend l'abonnement à la revue Perspectives (quatre numéros par an). Un reçu fiscal vous sera envoyé.

Bulletin et chèque à renvoyer à : Entraide et Solidarités, 46 avenue Gustave-Eiffel, 37100 Tours

JE M'ABONNE À LA REVUE PERSPECTIVES

Je souhaite recevoir Perspectives sans adhérer à Entraide et Solidarités.

• 10 € - 4 numéros par an • Abonnement de soutien 25 €

Je joins un chèque de € à l'ordre de Entraide et Solidarités.

Bulletin d'abonnement à renvoyer à : Entraide et Solidarités, 46 avenue Gustave-Eiffel, 37100 Tours

Les métiers du social et du médico-social en péril

Après de nombreuses actions déjà ces derniers mois, le président national de la Fédération des Acteurs de la Solidarité, Pascal Brice, a écrit le 13 octobre à sept organisations pour une mobilisation commune des employeurs et des salariés du social et du médico-social. Le but est d'obtenir enfin des réponses de l'État et des Départements à la hauteur de la crise des métiers de l'humain. Il appelle à unir les revendications afin d'obtenir « la complète mise en œuvre des mesures de revalorisations salariales ».

Au-delà, il s'agit « de faire cesser la profonde crise du travail social dans notre pays, d'autant plus inquiétante que les besoins des personnes en précarité et en fragilité demeurent et même s'étendent ». Ce même 13 octobre, Pascal Brice était en Touraine et nous avons pu faire avec lui le tour des difficultés rencontrées actuellement. Comme bien d'autres associations de la FAS, *Entraide & Solidarités* a multiplié les interventions et les démarches locales et régionales, encore récemment auprès des parlementaires d'Indre-et-

Loire. Mais pour le président national il faut maintenant « amplifier notre mobilisation collective pour être enfin pleinement entendus... Obtenir des réponses à la hauteur de la part de l'État et des Départements relève de l'intérêt supérieur des personnes accompagnées et des salarié(e)s des secteurs sociaux et médico-sociaux ». Cette proposition d'action commune a été adressée à SUD-collectivités territoriales, la CFTD, la FEHAP, la CFTC, la CGT, NEXEM et FO.

Lutter contre l'illettrisme, ça rapporte gros...

... et ça ne coûte pas très cher. Avec toujours 6 à 7 % des Français concernés, l'illettrisme reste un douloureux handicap social pour des centaines de milliers de personnes. Il prive en outre la société d'autant de compétences et de contribuables perdus. *Entraide & Solidarités* mène depuis longtemps des actions sur toute la Touraine, conduites par des professionnels et beaucoup de bénévoles (lire le dossier qui suit).

Ces actions sont financées en grande partie par le Fonds social européen, à hauteur d'un peu plus de 100 000 € par an, versés jusqu'alors par le Conseil départemental. Mais celui-ci a fait savoir cet été qu'il cessait de le faire, cette responsabilité étant reprise par le Conseil régional. Or, ce dernier pourrait ne prendre le relais qu'en 2025. Alors que l'association n'a encore rien perçu pour 2022, et donc avancé les frais, elle a écrit au président du Conseil départemental pour lui faire part de ses vives inquiétudes pour la poursuite des actions dans les prochaines années.



Violences conjugales : un colloque de haute tenue

Le 20 octobre au cinéma CGR de Tours, 280 professionnels ont participé au colloque organisé par le CPCA Centre-Val de Loire (Centre de prise en charge des auteur(e)s de violences conjugales). L'équipe d'E&S, issue de l'Athoba ouvert dès 2008, coordonne la mise en place des CPCA dans la région. Son rôle a été salué en ouverture par la préfète d'Indre-et-Loire et le procureur de la République. Les débats ont bénéficié des contributions

de grands spécialistes : Jean-Martin Deslauriers (Canada), Roland Coutanceau (France) et Julie Lambert-Carabin (Belgique). Leurs apports scientifiques ont permis aux intervenants de toutes professions – psychologues, travailleurs sociaux, policiers, juristes, etc. – de mettre en perspective et d'enrichir leurs pratiques de terrain. Un colloque de nature à donner un nouvel élan à ces structures, les CPCA, qui manquent encore de moyens.

Quel surcoût des énergies ?

Impossible encore à ce jour, pour l'association, de dire combien va lui coûter l'augmentation des prix des énergies, puisqu'on ne les connaît pas définitivement. Les coûts seraient multipliés par 7 environ pour le gaz et par 4 pour l'électricité. Et par ailleurs, il faut intégrer les consommations de tous les sites d'activité, mais aussi les dizaines de logements loués dans l'agglomération tourangelle et ailleurs.

Ce qui est sûr, c'est que nous sommes très inquiets car l'impact financier sera extrêmement conséquent. Et nos financeurs n'ont à ce jour aucune réponse à nous apporter.

Il faut en tout cas se féliciter d'avoir fait réaliser en 2021 l'isolation extérieure du bâtiment du siège. Et aujourd'hui, outre des négociations entamées avec les fournisseurs, tant sur la mise en œuvre du bouclier tarifaire que des tarifs applicables, nous projetons de développer les ateliers pédagogiques sur les économies d'énergies avec les personnes hébergées.

Sans formation, pas de salut !



Pouvoir changer de métier, se former « tout au long de la vie », sont devenus des impératifs, donc des mots d'ordre invoqués à longueur de discours. Encore faut-il donner à chacun le socle des fondamentaux, ou le moyen de les acquérir : lire, écrire, calculer, se faire comprendre, savoir apprendre...

Même pour trouver une formation élémentaire et pouvoir y accéder, il faut maîtriser un minimum ces notions. Et elles sont encore plus indispensables aux migrants qui veulent à tout prix s'intégrer ici.

En agissant depuis très longtemps contre l'illettrisme, puis pour le Français Langue Étrangère et ensuite pour des parcours qualifiants, le Centre de formation *d'Entraide & Solidarités* contribue puissamment à la lutte contre toute forme d'exclusion.

Créé en 1981, il s'est résolument engagé depuis plusieurs années à faire évoluer son offre pour faire face aux enjeux d'avenir, reposant sur notre capacité à innover et à inventer de nouvelles manières de faire,

et d'être ensemble. Doté depuis un an de la Certification Qualiopi, et fort de sa place un peu à part dans cet univers complexe et touffu, il se prépare à répondre aux défis de la formation professionnelle, dans le respect évidemment de nos valeurs, qui font sa plus-value...

*Dossier réalisé par
Nathalie Dréano et son équipe,
et Jean-Paul Mercier*

Quarante années de développement

1980-1987

Le premier poste d'institutrice est créé le 1^{er} septembre 1980, financé par la DDAS* et confié à Anne Vinérier.

L'Entr'Aide Ouvrière se rapproche des pouvoirs publics tant au niveau local et régional que national (via la Fnars* et en 1985 l'UNIOPSS*) pour développer son action de lutte contre l'illettrisme.

À la suite du départ d'Anne Vinérier, les formations Savoirs de base se poursuivent en lien avec une autre association : l'Organisme de Recherche et de Formation de base (ORFB)



1988-1999

Nous parlons désormais du Service Emploi-Formation, situé dans les locaux du siège, rue George-Sand. Deux salariés et cinq bénévoles interviennent pour mettre en place des modules de formation destinés à des personnes relevant de l'Insertion par l'Activité économique.

Jean-Loup Hassan, Bernard Chevreux et leur équipe proposent des actions Savoir de base et FLE à un public de plus en plus large. Ils proposent également des stages de préqualification en partenariat avec l'ANPE et l'AFPA notamment à des femmes isolées.

Le service emploi-formation devient Centre de Formation et s'installe 7 rue Jacques-Cartier. Il développe de nombreux partenariats avec la Région Centre, le Département, la Mission Locale et les Associations accueillant les publics en difficulté.



2000-2019

Le Centre de Formation propose les formations « Visa » financées par la Région Centre. Il développe son action en proposant des formations professionnalisantes pour les salariés des Associations Intermédiaires en partenariat avec Tours Emploi.

En 2012, le Centre de Formation reprend sa première mission : la lutte contre l'illettrisme. Financées par le Département, les formations se développent sur l'ensemble du département : Tours Centre, Joué-les-Tours, Tours Nord, Château la Vallière, Chinon. Ces formations mobilisent plus de 30 bénévoles. Les formations « Visa » se développent et des formations sont désormais proposées aux salariés en chantier d'insertion.

Le 5 décembre 2013 débute l'action Savoirs de base à la Maison d'arrêt de Tours.

Le Centre est désormais rattaché à la Direction Générale et non plus au SIPAE.

Le Centre de Formation met en place une nouvelle action en partenariat avec la Région Centre : les Formations Ouvertes à Distance (FOAD) pour les publics FLE et remise à niveau.

Lancement de deux nouvelles formations : CACES et Habilitation Électrique pour les salariés en chantier d'insertion.

En septembre 2015, le Centre de Formation déménage au 46 avenue Gustave-Eiffel dans ses nouveaux locaux.

La première Maison Digitale pour l'insertion des femmes en région Centre-Val de Loire, ouvre ses portes en novembre 2016 grâce à un don de la Fondation Orange. Ce dispositif vise à soutenir des femmes sans qualification et sans emploi dans le but de leur ouvrir des perspectives professionnelles. Ce dispositif est animé essentiellement par des bénévoles.

Depuis juillet 2017, le centre de formation est habilité en qualité d'organisme de formation Cléa.

Et il est référencé dans la base Datadock pour obtenir des financements publics et/ou privés.

En 2018, les Mineurs non accompagnés suivent des formations de français, mathématiques, culture générale.



2020 à ce jour

En 2020, la pandémie mondiale entraîne la fermeture du Centre de formation pendant 8 semaines et diminue de moitié le nombre de stagiaires par formation. Les formateurs se sont adaptés en proposant plus de formations à distance (FOAD), des formations en Visio, et par l'envoi postal des supports pédagogiques avec un suivi téléphonique.

Dans le cadre de Route 37, un chantier d'insertion Maraîchage Bio a débuté le 6 janvier 2020 et un chantier d'insertion Restauration le 01 juillet 2020. Les salariés ont signé un Contrat à durée indéterminée d'insertion (CDDI) d'une durée de 24 heures hebdomadaires dont 14 heures de formation FLE.

En partenariat avec l'association Atouts et Perspectives, le chantier formation Bâtiment a débuté le 14 décembre 2020 pour une durée de 420 heures dont 70 heures de stage... La formation FLE est de 17.5 heures par semaine.

Une formation FLE pour les demandeurs d'asile ou les personnes déboutées a débuté à Chinon en 2021 grâce à une subvention de File (Fonds Initiatives Locales contre l'Exclusion).

En novembre 2021, le Centre de formation obtient la Certification Qualiopi.

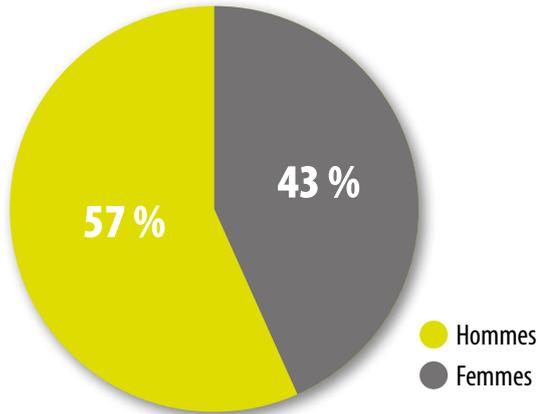
En 2022, lancement du Visa + « Parcours vers l'emploi » financée par la Région Centre-Val de Loire pour des personnes qui souhaitent démarrer une formation, trouver un stage et/ou un emploi et renforcer leurs compétences de base, numériques et linguistiques.

Cette formation donne lieu à une indemnisation pour les stagiaires.



Les chiffres clés

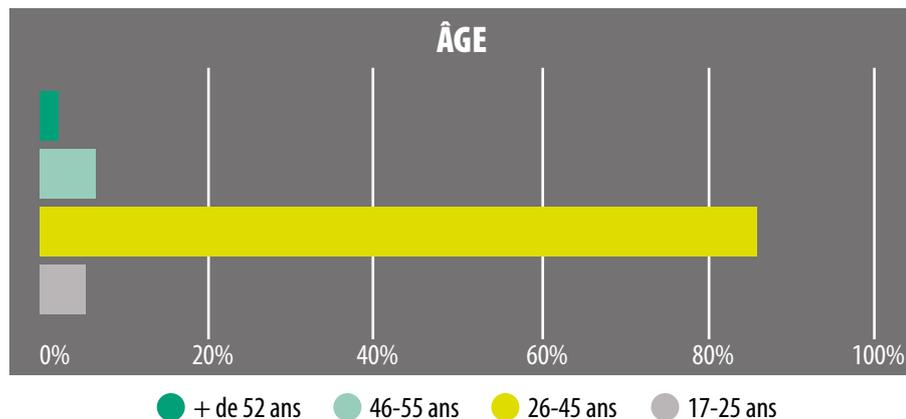
1089
personnes
FORMÉES
en 2021



87
NATIONALITÉS

Dirigé par **Nathalie Dréano**, assistée de **Deborah**, secrétaire, le service compte **11 formateurs et formatrices professionnels**, qui reçoivent le renfort de **20 bénévoles**.

65145
heures de
FORMATION
STAGIAIRES



L'atout de Christine, formatrice : la faculté d'adaptation

Il est loin déjà le temps où Christine Herpaille était la seule formatrice en français à *Entraide & Solidarités*. Mais le français langue étrangère (FLE) était décidément son destin. « J'étais angliciste au départ, avec une licence d'anglais, mention FLE. Plus tard, j'ai fait une maîtrise FLE... ». Dès 1993, ses premiers pas de formatrice sont ceux d'une assistante de français à l'université Bucknell aux USA, puis elle se retrouve pendant quatre ans

au Japon toujours pour enseigner le français. Le retour au pays natal se fera par l'école de langue CLE et l'Institut de Touraine. Puis, après un bilan de compétences et un titre de Conseillère en insertion professionnelle, elle intègre *Entraide & Solidarités* en janvier 2009 dans le cadre d'un remplacement pour arrêt maladie.

Christine est ainsi devenue l'un de piliers du Centre de Formation situé alors rue Jacques-Cartier. Elle a contribué avec sa collègue Catherine Leclerc à son développement, avec notamment l'introduction de l'informatique et des « Formations ouvertes à distance ». Les évolutions se sont accélérées : actions contre l'illettrisme, diversification des offres, transfert du Centre de formation au siège à Tours nord, arrivée de publics étrangers... « Habitue à exercer dans un cadre institutionnel, je n'avais jamais pensé enseigner à des migrants confie Christine. Avec des personnes peu ou pas scolarisées, c'est une autre pédagogie. Ce que j'avais appris en préparant le titre de CIP m'a beaucoup aidé ».

Un contexte mouvant

Le contexte n'a pas cessé de changer. Des pays de l'Est et du Moyen-Orient sont arrivées des personnes aux profils très variés, des ingénieurs et des commerçants, des journalistes et des agriculteurs, et en parallèle beaucoup d'Africains, très souvent anglophones. Avec les mineurs étrangers (les MNA) il a encore fallu trouver une autre approche, et plus récemment pour accueillir les Ukrainiens c'était encore différent. En fonction des nouveaux appels d'offres, le contenu des formations peut aussi changer, et il faudra réadapter les outils. « Nous avons mis au point des livrets de travail à visée professionnelle, d'autres pour la vie quotidienne et la vie sociale, d'autres encore pour les démarches administratives, car les gens n'ont pas les mêmes intérêts et il faut utiliser leurs centres d'intérêt. Tout en préparant aux diplômes ceux qui ont le statut de réfugiés ».

Mais Christine Herpaille le reconnaît : « Avec cette expertise il m'est plus facile de rebondir... ». Et si elle n'a plus le loisir de courir le monde, « la fréquentation de tous ces étrangers me fait quand même voyager ! ».



Asma, au cœur d'une famille venue d'Irak

Elle cherche encore ses mots, avec une application évidente et presque touchante. Qui pourrait dire que cette grande femme tout sourire, au physique d'étudiante en fin de parcours, est en fait la maman de quatre grands enfants, l'aînée suivant à Paris des études d'ophtalmologie ? Cette famille irakienne appartenant à une minorité persécutée dans son pays, est réfugiée à Tours depuis 2017, avec un titre de séjour de dix ans.

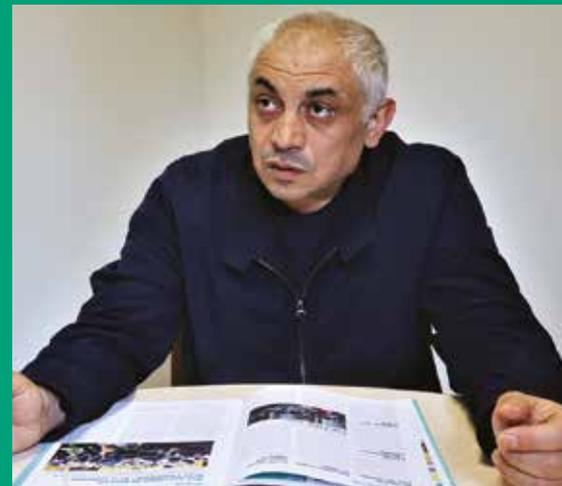
Deux des enfants ont déjà demandé la nationalité française. Son mari était notaire puis bijoutier en Irak, Asma travaillait à la bijouterie en même temps que pour un restaurant. A Tours, elle a suivi durant deux ans des cours à l'UFCV et à l'AFPP, dans le cadre des 200 h de français obligatoires pour l'OFII (Office français de l'Immigration et de l'Intégration). Monsieur est aujourd'hui sur un chantier d'insertion Bâtiment d'Entraide & Solidarités, son épouse sur l'atelier Restauration depuis février dernier. Et elle poursuit ses cours de FLE (Français langue étrangère) au Centre de formation d'E&S, à raison de quatre demi-journées par semaine, en plus des trois demi-journées aux fourneaux de notre Cuisine centrale. « C'est très bien, on apprend différentes recettes françaises, les sauces, les salades, les décorations, etc. Et les chefs sont très gentils... ». Elle est tout aussi satisfaite des cours de langue, où elle découvre « les noms des ustensiles de cuisine, le vocabulaire de la vie de tous les jours, les démarches, tout... ».

Le programme, en effet, ne porte pas seulement sur le langage professionnel, bien sûr. De même, les cours de langue sont dispensés par trois formatrices différentes et sur trois lieux : la cuisine centrale, le Centre de formation, et à Route 37 au Sanitas, le service dédié à l'intégration des réfugiés. Ce qui familiarise les « apprenants » avec les déplacements dans l'agglomération. Asma a déjà passé avec succès les DELF A1 et A2 (Diplômes d'études en langue française délivrés par le ministère de l'Éducation nationale), importants aux yeux des employeurs potentiels. Et elle vise le niveau supérieur, le B1, nécessaire pour déposer une demande de naturalisation. Son intégration est en bonne voie, comme on le constate, et elle se confond en remerciements envers E & S. Mais le mérite lui revient, à son assiduité et son travail : « j'ai acheté un livre pour travailler chez moi, avec ma fille... ».

Mihran, ou la détermination d'un père en lutte

Combien de temps vous faudrait-il pour apprendre l'Arménien ? A Tours depuis un an seulement, Mihran maîtrisera notre langue dans peu de temps. Ce n'est pourtant plus un enfant, dont on sait qu'ils assimilent les langues étrangères à grande vitesse. À 48 ans, cet ingénieur civil construisait des routes dans son pays. Et c'est pour des raisons familiales et humanitaires que sa femme et leurs deux enfants sont venus en France il y a trois ans et demi : leur fils est lourdement handicapé, en fauteuil roulant. « Il a été opéré en Russie, mais ça n'a pas réussi... ». Leur fille est au lycée Descartes. Mihran n'est pas venu en même temps qu'eux car son père était très malade en Arménie. Il a rejoint sa famille après le décès de son père. Seulement voilà : sa femme, qui travaille en maison de retraite – elle

doit même y obtenir un CDI – est en attente de régularisation, alors que Mihran est désormais sans-papiers. Par deux fois débouté de sa demande d'asile, il assume la situation et n'a pas l'intention de se cacher. Ni de se décourager. Carré physiquement comme dans sa façon de s'exprimer, il a la détermination d'un père en lutte pour assister son enfant. « J'ai contacté beaucoup d'Arméniens de Tours, qui m'ont indiqué Entraide & Solidarités... ». Car son intégration passe évidemment par l'apprentissage de notre langue. Et compte tenu de son statut – qui n'en est pas un – il n'y avait qu'E & S pour lui dispenser des cours, sans financement spécifique. C'est un « plus » qu'apporte la dimension militante de l'association. Sa première formation s'est achevée en mai, et il suit maintenant un deuxième parcours à raison de trois ou quatre demi-journées par semaine, ponctuées de progrès évidents chez celui qui n'avait retenu de son enfance



que quelques mots de français. Le reste du temps, il aime marcher dans la nature comme en ville, s'arrêter aussi pour jeter un œil – parfois critique – sur un chantier de travaux publics. Car Mihran bout d'impatience de pouvoir travailler : « c'est trop difficile de rester sans travail, il faut agir, créer. Pas seulement pour le salaire. Et je suis prêt à travailler bénévolement... ».

Une gamme de formations à Chinon aussi



À l'antenne de Chinon, lors de la remise d'un don d'EDF pour la formation

Dès la création de l'antenne de Chinon, il a été proposé des temps de formation notamment pour les salariés en insertion des chantiers et pour les personnes hébergées. Depuis 2012, cette activité formation est rattachée au Pôle Formation de l'association. Une formatrice est présente à temps complet à l'antenne de Chinon, avec une offre similaire aux autres sites du Centre de formation. La plupart des formations se font en

entrées et sorties permanentes, les groupes étant constitués de petits effectifs de 4 à 6 personnes. Toutes les séances se déroulent en présence de la formatrice et sont individualisées aux besoins de chaque « apprenant ». Les formations dispensées chaque semaine sont variées : Compétences initiales, Code de la route, alphabétisation/ Français Langue Etrangère, « Pro-numérique » niveau débutants. Les candidats viennent spontanément ou sont orientés par les partenaires socio-professionnels du territoire chinonais. Ils sont invités à un rendez-vous d'accueil et de positionnement préalable à l'entrée en formation.

Jordan, salarié sur le chantier peinture, témoigne :

« Je veux passer mon permis de conduire pour être plus indépendant vis-à-vis des autres, pour ne pas demander aux belles sœurs ou aux amis, et pour le travail aussi. Je suis venu aux cours de l'Entraide pendant un peu plus d'un an chaque semaine. Ça m'a permis d'apprendre sur le code des choses que je ne savais pas. En plus, je regardais sur Internet et je faisais des séries chez moi. Je me suis inscrit, une première fois à la Poste pour passer le code. Mais j'ai fait 8 fautes donc je ne l'ai pas eu ! Je suis revenu aux cours. La deuxième fois, je me suis inscrit à Objectif Code pour passer l'examen. Là, ça a marché, j'ai fait que 2 fautes ! À l'Entraide, on n'est moins nombreux qu'à l'auto-école, ça fait moins de bruit, on est plus concentré, les formateurs prennent le temps d'expliquer. Maintenant, j'ai commencé la conduite à l'auto-école. Si je peux, j'aimerais bien passer le permis pour la fin de l'année ».

Depuis ce témoignage, Jordan a obtenu son permis, s'est acheté une voiture et a commencé à travailler en intérim. les partenaires socio-professionnels du territoire chinonais. Ils sont invités à un rendez-vous d'accueil et de positionnement préalable à l'entrée en formation.

La formation, oui mais pas que...

La formation ne se fait pas seulement entre les murs du Centre, mais se passe aussi en dehors. C'est pourquoi il est important d'organiser régulièrement des sorties pédagogiques ou de participer à des portes ouvertes.

Ces dernières présentent de nombreux avantages. Elles permettent aux apprenants de découvrir de nouveaux horizons, de tisser des liens et bien d'autres choses encore.

L'équipe pédagogique organise régulièrement des sorties, ainsi en 2021 et 2022 : Médiathèque de Joué-lès-Tours, Musée du Compagnonnage, Village gastronomique de la foire de Tours, Jardin pédagogique de la Gloriette, Foire à l'ail et au basilic,



Un cours avant l'informatique, dans les anciens locaux Jacques-Cartier

Marché aux fleurs et aux plantes de Tours, Forum recrutement dans les métiers de l'hôtellerie-restauration, portes ouvertes de l'AFPA, Centre de création contemporaine Olivier-

Debré, Château de Tours, Musée de la typographie, Jeu de piste découverte de Tours, expositions...



Une séance de formation à Château-Renault

L'illettrisme « on en parle, on agit »

L'illettrisme désigne l'état d'une personne qui a été instruite, par une scolarisation ou autre, mais pour laquelle cet apprentissage n'a pas conduit à la maîtrise de la lecture, de l'écriture et du calcul, ou qui a perdu cette maîtrise. Ou qui n'a pas acquis une maîtrise suffisante « pour être autonome dans les situations simples de la vie courante » indique l'Agence nationale de Lutte contre l'illettrisme.

Il est parfois difficile pour les travailleurs sociaux d'identifier l'absence de maîtrise de l'écrit et de la lecture. Les personnes en situation d'illettrisme ont tendance à mettre en place des stratégies de contournement pour masquer cet état. Elles rencontrent de nombreuses difficultés dans leur vie quotidienne, et c'est un frein à l'autonomie qui peut se traduire par un isolement, des comportements inadaptés à la vie en société (actes violents, délinquance, addictions...), un frein à l'insertion sociale et professionnelle auquel s'ajoutent des difficultés socio-économiques. Il est alors nécessaire de travailler sur la confiance en soi et sur l'intérêt d'apprendre. Mais on constate également que ce public est difficile à mobiliser pour de la formation car il est peu à l'aise avec l'acte d'apprendre et préoccupé par les problèmes du quotidien (garde d'enfants, transports, gestion du temps...).

La formation n'est alors pas perçue comme une priorité. Certaines personnes présentent également des fragilités sociales, psychologiques ou cognitives.

Des formations personnalisées et de proximité

Le Centre de formation d'*Entraide et Solidarités* propose sur l'ensemble du département les « Formations aux Compétences Initiales ». Nous allons au plus près des habitants, sur trois sites dans l'agglomération de Tours (nord, centre, sud), mais aussi à Chinon, Loches, Montbazou, Bléré, Château-Renault, Château-la-Vallière, Neuillé-Pont-Pierre, et selon les demandes, nous pouvons étudier les opportunités d'ouverture dans d'autres villes...

Chaque apprenant arrive avec ses objectifs propres, et face à la complexité des situations rencontrées, l'intervention

des bénévoles est indispensable. En effet, sur une même séance, nous pouvons avoir des personnes qui apprennent à lire, d'autres qui maîtrisent le déchiffrage mais pas la compréhension, ou encore des personnes qui apprennent à écrire des messages, une lettre... quelquefois l'objectif est très précis, par exemple revoir des notions de maths pour se préparer à une formation qualifiante. Donner envie d'apprendre, et apprendre à apprendre, sont également des composantes primordiales. Les contenus et les supports sont donc diversifiés.

Le travail en partenariat avec des structures du secteur social, de la santé, de l'accompagnement vers l'emploi est une ressource supplémentaire. Il est indispensable d'être connu des partenaires locaux pour nous aider à mobiliser les publics, éveiller l'intérêt d'une démarche de formation, et comprendre les besoins sur le territoire.



Chantal, « fière de pouvoir aider les autres »

Ce mardi matin dans une salle de la mairie de Château-Renault, il n'y a que trois femmes pour participer au cours. Mais il y eut jusqu'à une douzaine d'« apprenants », notamment des gens du voyage, dans la salle – mal commode – de la rue Pasteur où se déroulait auparavant le rendez-vous. Récemment, une jeune femme a trouvé du travail après avoir participé à cette action, et un garçon a pu obtenir son permis de conduire après les cours de Code

suivis ici. Pour l'avenir proche, deux autres personnes sont en attente de rejoindre ce cours hebdomadaire, et Virginie Mechin-Colas, la formatrice d'*Entraide & Solidarités*, a rendez-vous prochainement au CCAS qui a d'autres candidats à lui adresser.

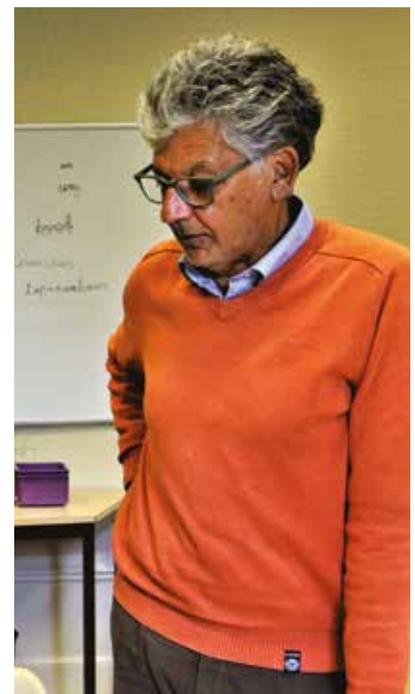
« Après deux années perturbées par le Covid, souligne Virginie, on a pratiquement tout recommencé à zéro ». C'est-à-dire des « tests de positionnement » pour évaluer chacun, mais aussi connaître ses attentes et en fonction de ce besoin adapter l'intervention, individuelle ou collective, axée sur tel ou tel enseignement, avec tel support ou tel autre, et en anticiper la progression. « La demande la plus courante est d'atteindre l'autonomie à l'écrit, ce qui est aussi le plus difficile. Sinon, le but est de pouvoir lire son courrier, aider ses enfants scolarisés, retrouver un travail...Le public va de jeunes déscolarisés, et ils sont nombreux depuis le Covid, à l'octogénaire qui ne supporte plus son handicap, en passant par l'adulte qui veut faire des tests pour se préparer à entrer à l'AFPA par exemple. Au-delà de l'aspect utilitaire, ajoute Virginie, il s'agit de tendre la main, de faire vivre nos valeurs... ». Et dans cette salle bien plus adaptée, elle espère pouvoir utiliser bientôt des outils informatiques.

Ce matin-là, la formatrice était assistée de Frédéric, bénévole depuis peu à *Entraide & Solidarités*. Le thème utilisé était de saison : les fruits et légumes d'automne. E... était penchée sur son cahier à en dresser une liste. M... tentait d'écrire la recette du couscous. Et Chantal alignait des phrases tout en aidant sa voisine. « Je viens depuis 3 ans. Je suis allée à l'école, mais dans une famille de 17 enfants vous pensez que les parents ne pouvaient pas trop nous aider. Ici j'ai réappris beaucoup de choses, l'orthographe, les divisions, pour élever mon niveau. Je fais mon courrier toute seule. Et je vois du monde... ». À 57 ans, mère de 5 enfants, Chantal est « fière de les avoir tous poussés. Jusqu'en sixième, ça allait, sauf en langues et en géographie, mais ils ont tous un diplôme ! À part de mes enfants, je n'ai jamais été fière de moi. Mais on réussit à faire de belles choses ici. J'adore aider les autres, voir leurs progrès ». Elle pourra voir aussi les progrès de ses 9 petits-enfants, et continuer d'aider les autres puisque Chantal est aussi bénévole au Secours populaire. Avec elle c'est décidément du donnant-donnant !

Frédéric, bénévole : « comme un moment partagé... »

Chercheur en biologie animale à l'INRAE de Nouzilly (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement), Frédéric Lévy s'était dit que la retraite venue, il serait intéressé par l'aide aux immigrés. « Alors j'ai suivi une formation de FLE – français langue étrangère – à l'Alliance française à Vichy. Et j'ai commencé avec des étrangers qui préparaient un doctorat à l'INRAE... ». Retraité depuis avril dernier, il a cherché une association où il pourrait être utile, et il s'est arrêté sur *Entraide & Solidarités*, où on lui a proposé d'intervenir plutôt contre l'illettrisme. Loin du niveau des doctorats... Mais il a poussé la conscience professionnelle

– pardon, bénévole – jusqu'à suivre « une petite formation au CRIA » (Centre de ressources illettrisme-analphabétisme). Il est vrai que les cours qu'il donnait à l'université, à Tours et à Paris, ne le préparaient pas forcément à ces actions de lutte contre l'illettrisme, qui d'ailleurs concernent parfois des immigrés en Touraine. Quant à sa méthode, Frédéric Lévy se fait également modeste : « La pédagogie est évidemment différente ici. J'utilise parfois des jeux, et je me fais aider par mon épouse qui est orthophoniste. Mais je ne suis pas intrusif, je ne mets pas de pression sur les gens qui ont déjà une vie difficile, je ne veux pas être frustrant. Je vois ces cours comme un moment partagé, un échange entre des gens qui ont à s'apprendre mutuellement, plutôt que l'intervention d'un sachant... »



Fabienne Forveille, nouvelle directrice de l'hébergement

C'est une femme au parcours très dense et très diversifié qui a pris fin août la direction du Pôle Hébergement d'E&S, Samuel Lorilleux étant appelé à une responsabilité nationale au sein de Coallia.

En effet, Fabienne Forveille, conseillère en économie sociale et familiale de formation, a commencé par enseigner cette matière il y a plus de trente ans en Normandie. Puis, en milieu associatif, elle a assuré successivement l'accompagnement professionnel de salariés en insertion, et en CHRS l'accompagnement social lié au logement.

Au sein de la même association mais comme chef du service socio-éducatif, elle a poursuivi ce travail notamment pour un atelier d'insertion, avant d'être nommée directrice adjointe du pôle insertion, puis de l'association elle-même. Une fonction qui amena Fabienne Forveille à pratiquer non seulement le management d'équipe mais aussi à mettre en œuvre des partenariats associatifs et des coopérations avec les collectivités territoriales. C'est ensuite pour un ESAT qu'elle exerce, comme directrice adjointe, des fonctions d'animation et de coordination, y compris sur le plan commercial, avant de passer, toujours en Normandie, au service de jeunes adultes handicapés dans un IMPro en même temps que pour un service de soins à domicile.

En dernier lieu et pendant près de six ans, elle dirigeait le département Insertion-Prévention d'une association qui intervient sur tout le Calvados notamment pour l'hébergement d'urgence et en faveur des jeunes en difficulté.

La sécurité d'abord

Originaire de la Mayenne, mère de trois grands enfants, Fabienne Forveille découvre la Touraine, « son climat tempéré et la limpidité des ciels... ». Après avoir travaillé pour des structures parfois de 50 mais aussi de 1 300 salariés, elle apprécie « la taille humaine d'*Entraide & Solidarités*, qui permet une proximité avec la direction et le pôle Ressources ». Avant même d'avoir parcouru tous les services, sa première impression était que « les rouages de l'association fonctionnent sans grain de sable ».

À la tête du pôle Hébergement, elle gère 550 places réparties entre trois collectifs et le Slex (Service des logements extérieurs, en diffus dans l'agglomération). Des places en majorité de CHRS (Centre d'hébergement et de réinsertion sociale), mais aussi d'hébergement d'urgence, d'urgence pour demandeurs d'asile, de pension de



famille ou encore de personnes sortant d'incarcération. Son premier souci étant « la sécurité des personnes », Fabienne va refaire un tour des installations « sous l'angle de la sécurité : diagnostic électrique, extincteurs, évacuations, etc. ». Les autres priorités sont l'occupation optimale des logements, d'inévitables problèmes matériels et quelques petites restructurations à prévoir.

Quant à sa méthode, la nouvelle directrice « aime anticiper, planifier, visualiser les tâches sur des tableaux, prévoir des échéances... ». À pied d'œuvre maintenant, elle le fera dans des conditions qu'elle apprécie en particulier dans trois domaines : « la présence d'animateurs et d'animatrices, proposer des activités c'est un plus pour les personnes hébergées car l'oisiveté est difficile, ça rythme les journées. La participation des personnes accueillies est ici un point fort : les instances fonctionnent, même si ce n'est jamais acquis. Et enfin le rôle des bénévoles, que ce soit au conseil d'administration, où les gens savent de quoi ils parlent et donnent du sens au militantisme, ou dans les services : ça ne va pas toujours de soi pour les professionnels, mais il faut partir des besoins des personnes accueillies pour leur offrir autre chose... »

Pluie de diplômes sur les « Mineurs non accompagnés »



Journée pas comme les autres le 19 octobre dernier au service des MNA (Mineurs non accompagnés), qui ouvrait ses portes aux partenaires qui contribuent à l'insertion de ces jeunes étrangers : le Département, des établissements de formation, des employeurs, des associations comme Le Livre passerelle, Sonara, l'Espace santé jeunes... Les jeunes, au nombre de 44 en ce moment dans le service (avec des arrivées plus nombreuses ces derniers temps), ont pu voir un film et pratiquer divers jeux.

Mais le temps fort de la journée fut ensuite la remise de diplômes à une vingtaine d'entre eux – du bac professionnel aux diplômes de langue en passant par de nombreux CAP –, autant de preuves de leur motivation et de leur volonté d'intégration, en présence de Philippe Charron, membre du bureau, et de Christelle Dehghani, directrice générale d'E&S, qui avaient rejoint pour la circonstance Marie-Eva Charasson, responsable du service, et son équipe.

Une dynamique de rencontres est lancée

Lors des dernières réunions du Conseil de la Vie sociale, les résidents ont souhaité « refaire du lien » entre les différents sites de l'association. La dynamique a été enclenchée cet été et sous le soleil du 11 septembre, au parc Sainte-Radegonde, une trentaine d'entre eux venus de Dolbeau, du CHERPA, d'Albert-Camus et de la Chambrerie, se sont retrouvés pour un pique-nique suivi de nombreuses animations. Cet instant de convivialité a permis de nouvelles rencontres mais aussi des retrouvailles pour les personnes qui ont connu différentes structures par le passé. Et un mois plus tard, le 15 octobre, un concert de musique traditionnelle a été donné à Camus pour l'ensemble des structures...



Portes ouvertes sur l'intégration des réfugiés

Du 17 au 22 octobre se déroulait la « semaine nationale de l'intégration des primo arrivants et bénéficiaires de la protection internationale ». Et pour la première fois, tous les services concernés d'E&S se sont retrouvés pour des portes ouvertes à Route 37 : RAR (Relogement et Accompagnement des Réfugiés), SOLID'R (Service Orienté Logement Intermédiaire des Réfugiés), service Ukraine, MNA et HUDA (Hébergement d'urgence des demandeurs d'asile). Les autres membres du consortium Route 37 étaient là bien sûr, mais aussi d'autres partenaires comme les Régies, les services de médiation, etc. Outre l'aspect convivial, d'utiles échanges ont pu être menés.



« Bien dans sa peau... » à la Chambrerie et à Camus

La résidence de la Chambrerie a répondu à un appel à projets de la Fondation de France qui a retenu sa demande et accordé un financement contribuant à la réalisation du projet « Bien dans... », activité conjointe avec la résidence Albert-Camus, sur une période de trois ans à compter de septembre 2022. Ce projet bénéficie du co-financement d'*Entraide & Solidarités* et de la DDETS (État). Il est le résultat de plusieurs années de travail des équipes. Les premières

années ont consisté à faire une semaine par an d'activités bien-être, puis les semaines se sont multipliées pour en arriver à réaliser tout au long de l'année des ateliers et activités dont le fil conducteur porte sur le bien-être et la santé, deux sujets étroitement liés.

Ce projet permet l'accès à ces ateliers et activités sportives et bien-être pour des personnes qui en sont très éloignées, dans le cadre d'un parcours global de soins et d'inclusion sociale. En mêlant collectif, individuel, activité physique, soin et bien-être, dans des temporalités distinctes mais régulières afin de fournir un marche-pied vers une plus grande autonomie aux hommes, et surtout aux femmes (la Fondation de France finance pour les femmes) que nous accueillons.

SLEX : plusieurs sorties l'été dernier

Petit déjeuner sportif à l'île Aucard : cette activité a été proposée sur deux demi-journées pour les résidents du Service des Logements extérieurs (SLEX) de l'association. Une vingtaine d'entre eux étaient présents (enfants, familles, personnes seules) pour partager un moment de convivialité autour d'un match de foot, badminton, parties de uno, molly... Pains au chocolat, croissants et boissons ont été appréciés tout autant que les activités proposées. Ce qui a aussi permis des échanges entre les familles et les travailleurs sociaux présents. Et ensuite, sur deux journées, plusieurs résidents ont pu découvrir le lac de Marçon (baignade et parc avec jeux pour enfants) dans la Sarthe.



Le sport et les jeux entretiennent la convivialité

Chantiers d'insertion : pour le nettoyage des outils du peintre

Fin septembre, le secteur bâtiment du SIPAE (Service d'Insertion par l'Activité économique) a fait l'acquisition d'une station de nettoyage de l'outillage à peindre. Elle permet le nettoyage par pression d'eau de nombreux outils : rouleaux, brosses, couteaux, spatules, bacs, grilles, pistolet Airless... En théorie, ce nouvel équipement a plusieurs avantages. Un avantage

écologique par un traitement sans rejet à l'égout grâce à un fonctionnement en circuit fermé avec la récupération des boues de peintures par des filtres, avant mise en déchetterie des résidus. Mais aussi un avantage économique par la forte diminution de la consommation d'eau potable, le gain de temps pour le traitement des outils et la prolongation de leur durée de vie. Ce qu'on vérifiera à l'usage.



Quand La Maison invite ses voisins

À l'initiative des résidents, un barbecue a été proposé fin juillet aux voisins du site *La Maison*, à Sainte-Radegonde, ainsi qu'aux bénévoles et aux usagers des associations La Cloche et La Barque. Cet événement a été organisé pour clôturer une première collaboration réussie avec l'association La Cloche qui animait un mercredi sur deux une soirée jeux sur le site La Maison. Une vingtaine de personnes, dont un couple habitant le quartier Sainte-Radegonde, sont venus profiter du soleil pour partager un repas et faire une pétanque et du ping-pong avec les hébergés.

De Dolbeau à Saint-Malo en passant par le resto et le bateau...

Cette année, les résidents de Dolbeau ont choisi le Mont Saint-Michel comme sortie estivale, avec également au programme Saint-Malo, Dinard, Cancale et Dinan. Un périple ponctué de visites, restaurants, shopping... et un retour avec des souvenirs plein les yeux.



ID37, 30 ans déjà, et une certaine idée de l'inclusion

Il y a comme une filiation entre *Entraide & Solidarités* et l'association ID37, dont le siège est à Saint-Pierre-des-Corps. Et l'histoire les réunit à nouveau cette année, à l'occasion d'une action nouvelle en faveur de l'inclusion des « jeunes en rupture ».

En 1989 en effet, un cadre de ce qui était alors l'Entr'Aide Ouvrière, Hubert Lévêque, et Alain Dreyer, d'Emmaüs et de Déclic, décident de créer diverses structures d'insertion par l'activité économique, pour répondre à une demande de l'État et du Département. Ils fondent ID37 (Insertion-Département) dont ce sera la principale activité jusqu'en 2003 et qui, comme une sorte de couveuse, donnera naissance à Tri37, Orchis, Chantier Plus, Mobilité 37... Au fil des ans, l'association que préside aujourd'hui Magali Audierne s'est diversifiée, et c'est l'un de ses co-directeurs, Thomas Petit, qui fait pour nous le point de la situation. Thomas lui-même n'est pas un inconnu pour notre association : « *après une formation économique et juridique, j'ai été détaché auprès de l'Entr'Aide Ouvrière en 1996, dans le cadre de mon service militaire, au service du contrôle de gestion des chantiers d'insertion...* ».

Il est aujourd'hui en charge des ressources, des moyens généraux et des conventions, et responsable du service social d'ID37. De son côté, Cyril Carteau pilote le pôle Économie sociale et solidaire, le DLA (dispositif local d'accompagnement des structures d'utilité sociale), le réseau Guid'asso... Et Christine Antonelli, troisième co-directrice, est responsable de l'accompagnement RSA (660 personnes dans le département) et du pôle SPIE (Service public de l'insertion et de l'emploi). Forte de ces trois têtes, l'association marche... sur deux jambes : l'accompagnement des personnes en demande d'accès aux droits, à l'emploi, au logement, à la santé (environ un millier de personnes chaque année) souvent en binôme avec les autres acteurs locaux, mais « *l'insertion reste un problème notamment à cause*

du sous-effectif des assistants sociaux ». Et seconde « *jambe* », l'accompagnement des structures de l'économie sociale et solidaire, de tous les secteurs d'activité et de toutes tailles, qui font appel au DLA : « *après le diagnostic, on lance un appel d'offres et la structure choisit le prestataire. Mais nous commençons à être prestataires directs* ». Pour ces deux activités ID37 emploie une quinzaine de salariés et dispose d'un budget annuel d'environ 850 000 €.

Aider les jeunes « en rupture »

Depuis deux ans, l'association développe de nouveaux projets. C'est ainsi qu'elle pilote, après une expérimentation locale et un appel à projets régional en mai dernier, le dispositif CEJ-jeunes en rupture (Contrat d'Engagement Jeune) qui succède à la Garantie Jeunes pour les 16-25 ans, et jusqu'à 29 ans en cas de handicap. Avec *Entraide & Solidarités*, AJH, le CISPEO, l'ASHAJ d'Amboise, le CIAS de Loches et le CLAAC à Chinon, il s'agit de repérer les jeunes très éloignés de l'emploi et de l'insertion, notamment par le moyen des maraudes, et de leur proposer un accompagnement global sur deux ans : « *remobilisation, problèmes de santé, conduites addictives, mobilité, logement, formation, emploi...* » résume Thomas Petit. « *Si le jeune accepte de se projeter, il signe le contrat avec la Mission locale, reçoit environ 500 € par mois, et nous restons présents jusqu'au bout de la réinsertion...* ».

Pour cette action nouvelle, la cheffe de projet à ID37 est Éléonore Pinault. L'objectif est de réinsérer 150 jeunes dans le département, où on sait déjà qu'il va se heurter à un manque de logements. Et où, selon les spécialistes de la prévention, les besoins concerneraient environ 6 000 jeunes...

Thomas Petit

ID37

6 Rue Jacques-Vigier
37700 Saint-Pierre-des-Corps
02 47 37 95 44
contact@id37.fr
www.id37.fr



ITINÉRAIRES

Fabien, un parcours insolite jusqu'à son « espace vert »

Aujourd'hui encadrant technique sur les chantiers Espaces verts d'Entraide & Solidarités, il a touché à tout mais avec une constante : la fibre sociale, plus encore que végétale.

Mais que faisait-il en Histoire de l'art à l'Université de Tours, dans les années quatre-vingt-dix ? Tout le monde a le droit de se tromper de première orientation. Et puis après tout, l'histoire de l'art nourrit la culture générale. Mais c'est le service militaire qui allait mettre ce jeune homme sur sa voie, en y échappant ! Fabien Ghysdael, objecteur de conscience, fut en effet dirigé vers le monde associatif dans le secteur social. Plus précisément, il fait ses premières « armes » (!) dans une association de vacances qui organise des séjours adaptés pour des adultes handicapés mentaux. En contrat Emploi-Jeune d'abord, il est ensuite titularisé, puis en deviendra le directeur adjoint pendant une douzaine d'années. Tout en faisant des piges à Radio Béton, pour le plaisir...

Trop administrative sans doute, la fonction finit par lui peser : « la gestion des urgences et des conflits, le téléphone collé à l'oreille...

J'en ai eu marre de rester au bureau ». Virage sur l'aile : Fabien fait une formation de tailleur de pierre, obtient un diplôme à l'AFPA de Blois, et travaille en intérim. Puis il trouve un emploi dans le transport scolaire d'enfants handicapés, à nouveau un travail en partie social.

Retour au lycée

Après une courte période de chômage, Fabien a une nouvelle envie, encore inattendue, la composition florale ! Mais la pandémie s'annonce et il ne trouve pas de stage. « J'avais une conseillère sympa à Pôle Emploi, qui m'a dirigé vers *Entraide & Solidarités* où un encadrant Espaces verts était parti. Mais je n'avais pas les bases techniques ». Alors il retourne à l'école, en l'occurrence au Lycée agricole de Fondettes, « durant huit mois, sans vacances, mais c'était bien ». Et le retour est gagnant puisqu'il est embauché à E&S.

Depuis début mai dernier, le voilà donc à nouveau dans le secteur social, encadrant une équipe sur les chantiers d'insertion tout en reconnaissant que « la technique, la mécanique n'est pas mon fort ». En revanche, il apprécie beaucoup « l'aide apportée aux salariés en transition, quelles que soient les différentes origines des uns et des autres ». Une aide qu'il faut parfois imposer : « pour éviter certaines positions de confort, on demande des garanties, on fixe des objectifs ». De même, au-delà des tensions parfois sous-jacentes – qui obligent à veiller à la composition des équipes – et des problèmes de langue qui ne doivent pas empêcher d'appliquer les consignes de sécurité, Fabien est « satisfait de l'ambiance de travail », comme de l'entente avec ses collègues : « nous avons rarement des désaccords... ».

Et à défaut de compositions florales, il fait vivre au grand air sa vocation sociale.